



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Situation à Gaza

Question au Gouvernement n° 646

Texte de la question

SITUATION À GAZA

Mme la présidente . La parole est à Mme Cyrielle Chatelain.

Mme Cyrielle Chatelain . Je tiens tout d'abord à apporter mon soutien, monsieur le premier ministre, à Urgence Palestine. (« *Oh !* » *sur les bancs du groupe RN.*) Dans notre démocratie, la liberté d'association est un droit fondamental.

Le ministre des affaires étrangères a annoncé hier que la France pourrait reconnaître l'État de Palestine « le moment venu ». Mais quand ce moment sera-t-il venu ? Lorsque chaque Palestinien aura été forcé à l'exil, expulsé de son foyer, assassiné ? On compte déjà 51 000 morts à Gaza et 900 morts en Cisjordanie, et pourtant votre gouvernement n'a toujours pas interdit la vente de matériel militaire à Israël. Le gouvernement israélien bombarde les hôpitaux, détruit les écoles, et pourtant des sociétés israéliennes prennent part au grand salon de l'armement au Bourget. Le gouvernement israélien intensifie la colonisation en Cisjordanie, et pourtant le gouvernement français n'interdit toujours pas l'importation des produits issus des colonies. Le gouvernement israélien fait de la famine une arme de guerre, en empêchant l'acheminement de tout aide alimentaire – 2 millions de Gazaouis, dont des enfants, meurent de faim –, et pourtant votre gouvernement n'a toujours pas exigé que l'Europe se retire de l'accord d'association avec Israël.

Le gouvernement israélien a annoncé vouloir conquérir la bande de Gaza, dont il a fait un cimetière : cela s'appelle un nettoyage ethnique. Le gouvernement israélien soumet intentionnellement le peuple palestinien à des conditions d'existence pouvant entraîner sa destruction, partielle ou totale. La France et l'Europe ne répondent pas à leur devoir. Le moment est venu : parmi les mesures que j'ai énumérées, laquelle allez-vous enfin prendre ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes EcoS, SOC et GDR.*)

Mme la présidente . La parole est à M. le premier ministre, chargé de la planification écologique et énergétique.

M. François Bayrou, premier ministre, chargé de la planification écologique et énergétique . Vous avez raison : la situation à Gaza – particulièrement celle des populations civiles – est insupportable. Elle révolte les consciences. Les conséquences de cette guerre sont absolument insupportables. Les populations sont dénutries, sans accès à l'eau ni à la nourriture – c'est le cas pour une femme enceinte sur cinq.

Mme Ségolène Amiot . C'est un génocide !

M. François Bayrou, premier ministre . Également insupportables sont ces annonces que vous avez rappelées, qui font désormais de la conquête de Gaza le but des opérations militaires, comme est insupportable l'évocation de ces déplacements de populations.

Nous ne devons cependant pas oublier que cette bombe n'aurait pas explosé sans un détonateur. Ce détonateur, ce sont les événements du 7 octobre : un pogrom, il n'y a pas d'autre mot, qui a tué, déchiré et blessé des jeunes filles, des jeunes garçons, des enfants et des bébés. Cela, pour nous, est tout aussi insupportable.

Vous me demandez quelle est la position de la France. Vous la connaissez, le président de la République l'a exprimée.

M. Louis Boyard . Mais qu'allez-vous faire ?

M. François Bayrou, premier ministre . Nous voulons mettre fin à cette situation. Nous voulons, bien sûr, un cessez-le-feu. Nous voulons une solution politique au conflit,...

M. Louis Boyard . Comment ?

M. Sébastien Peytavie . Et quand ?

M. François Bayrou, premier ministreseule manière de garantir la sécurité d'Israël, le droit des Palestiniens et la stabilité de la région.

M. Jean-Paul Lecoq . Des actes !

M. François Bayrou, premier ministre . C'est l'objectif de la conférence internationale que la France coprésidera avec l'Arabie saoudite le mois prochain et à l'issue de laquelle, nous l'avons dit, nous reconnaitrons officiellement l'existence de l'État de Palestine – quelques semaines seulement nous en séparent.

Mme Mathilde Feld . On n'a plus le temps !

M. François Bayrou, premier ministre . Je voudrais réaffirmer le droit inaliénable de la France à être du côté des victimes – de toutes les victimes, d'un côté comme de l'autre, sans oublier les responsabilités des uns et des autres.

Mme Sandrine Nobsé . Vos propos sont irresponsables !

M. François Bayrou, premier ministre . Nous voulons ainsi offrir un chemin crédible pour tenter de sortir, dans la mesure du possible, de ce drame que nous vivons tous ensemble. (*Applaudissements sur les bancs du groupe Dem.*)

M. Jean-Paul Lecoq . Avant le 7 octobre, il y avait déjà des victimes et des responsables !

Mme la présidente . La parole est à Mme Cyrielle Chatelain.

Mme Cyrielle Chatelain . Le président Bourlanges l'avait rappelé dans cette assemblée : les actes terroristes du 7 octobre n'ont absolument aucune excuse, mais ils ont des causes. La France, l'Europe, le monde, ont détourné leurs regards de Gaza, ont laissé les Palestiniens mourir peu à peu :...

M. Julien Odoul . Mensonges !

Mme Cyrielle Chatelainvoilà la cause. C'est insupportable, vous l'avez dit : il faut maintenant agir. (*Applaudissements sur les bancs des groupes EcoS, LFI-NFP et sur plusieurs bancs du groupe SOC.*) Ce ne sont pas des mots que nous demandons, ce sont des actes. C'est ce que la France attend : à vous d'employer les moyens concrets dont vous disposez. (*Applaudissements sur les bancs des groupes EcoS, LFI-NFP et sur plusieurs bancs du groupe SOC.*)

Mme la présidente . La parole est à M. le premier ministre.

M. François Bayrou, *premier ministre* . La situation est assez grave. Vous dites que vous voulez des actes. Quel est pourtant le seul pays à agir dans cette région ? C'est la France. (*Applaudissements sur les bancs du groupe Dem et sur quelques bancs du groupe EPR.*) Quel est le seul pays à proposer un chemin permettant de sortir de cette situation ? C'est la France. (*Exclamations sur les bancs du groupe LFI-NFP. – Mme Elsa Faucillon s'exclame également.*) Quel est le seul pays qui revendique d'être du côté de toutes les victimes, d'un côté comme de l'autre ? C'est la France. (*Applaudissements sur les bancs du groupe Dem.*)

M. Laurent Croizier . C'est vrai !

Mme Ségolène Amiot . La France a ouvert deux fois son espace aérien à Benjamin Netanyahu !

Mme Marie-Christine Dalloz . Ça suffit !

Données clés

Auteur : [Mme Cyrielle Chatelain](#)

Circonscription : Isère (2^e circonscription) - Écologiste et Social

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 646

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 8 mai 2025

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 8 mai 2025